



# FPM

Fonds pour l'inclusion financière en RD Congo

## VEILLE SECTORIELLE 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2015

- CONJONCTURE INTERNATIONALE.
- APERCU ÉCONOMIQUE DE LA RD CONGO.
- EVOLUTION DU SECTEUR FINANCIER EN RDC : BANQUE ET MICROFINANCE.
- ACTIVITES DU FPM-Fonds pour l'inclusion financière en RD Congo



## CONJONCTURE INTERNATIONALE

### CONJONCTURE INTERNATIONALE

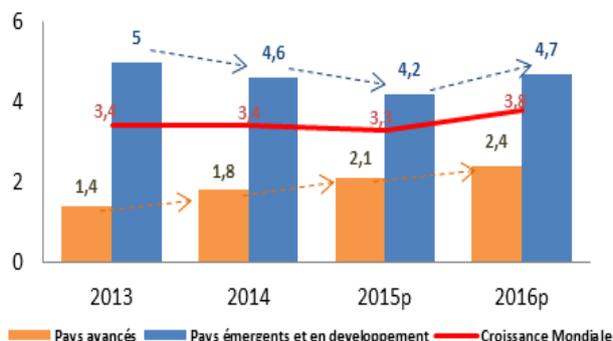
La première moitié de l'année 2015 a été marquée par plusieurs faits tant politique, social que sécuritaire. Il s'agit notamment de :

- l'adoption de l'euro par la Lituanie qui devient le 19<sup>ème</sup> pays membre de la zone euro ;
- la coïncidence d'un double événement astronomique : éclipse solaire et équinoxe de printemps.
- la poursuite d'actes terroristes dans le monde : en Europe (France et Danemark), en Afrique (Egypte, Tunisie, Kenya, Nigéria, etc.) et surtout la crise au Moyen Orient ;
- la révision de la politique migratoire en Europe suite à l'augmentation des immigrants clandestins fuyant les conflits syriens ;
- le séisme au Népal en mai 2015 ayant causé la mort de plus de 8 000 personnes et 16 000 blessés.

### CROISSANCE MONDIALE

Le premier semestre 2015 a enregistré une accélération de la croissance économique dans les pays avancés contre un ralentissement dans les pays émergents et pays en développement. De ce fait, le FMI a revu les prévisions de croissance mondiale en fin 2015 à 3,3 % contre 3,4% en 2014. La dite croissance devrait atteindre 3,8 % en 2016.

Croissance mondiale en %



Source : FMI (Juillet 2015)

En 2015, la croissance mondiale sera portée par les pays avancés dont le taux passera de 1,8 % en 2014 à 2,1 % en 2015 contre une décroissance de 4,6% à 4,2% pour le pays émergents et ceux en développement pour la même période. Cependant une reprise de croissance est attendue en 2016 pour ces deux catégories de pays citées ci-dessus.

Le faible cours de pétrole a affecté négativement les économies des pays exportateurs. Cependant le pétrole bon marché bénéficie aux pays développés importateurs de cet or noir.

### Aperçu de quelques grandes économies

L'économie des Etats Unis d'Amérique se consolide. Le taux de croissance restera constant soit 2,5% en 2015 contre 2,4% en 2014 compte tenu des facteurs de croissance qui pourraient demeurer stables. Il s'agit notamment des facteurs liés à la consommation et à l'investissement. En 2016, la croissance attendue serait de 3%. Le dollar se renforce par rapport à différentes devises. A la fin du 1er semestre 2015, la parité entre le dollar et l'euro serait dans l'intervalle de 1.05 et 1.1 le taux le plus bas depuis plus d'une décennie. D'autre part, le taux de chômage aux Etats Unis avoisine 5,5% en juin 2015 contre 10% en 2010.

En Europe, malgré la crise grecque, la croissance dans la Zone Euro atteindrait 1,5% en 2015 contre 0,8% en 2014. Cette reprise économique est fonction en grande partie de la hausse de la demande intérieure et du bénéfice d'achat du pétrole à faible cours.

Le ralentissement économique attendu (4,2% en 2015 contre 4,6% en 2014) dans les pays émergents et les pays en développement résulte de plusieurs faits dépendant des facteurs politico- économiques de chaque pays.

En effet, en Chine, on a enregistré d'une part, le ralentissement des investissements, de la production industrielle et de la consommation des ménages et d'autre part le tassement des exportations (croissance attendue 7% en 2015 contre 9,4% en 2013). Le Brésil, par contre, traverse un moment des turbulences économiques (récession de 1,5% en 2015 contre une croissance de 3% en 2013) et une inflation attendue de près de 7% en fin 2015. La situation économique Russe se dégrade plutôt avec la guerre en Ukraine et des sanctions occidentales. A ceci s'ajoute, la forte baisse de cours de pétrole qui pénalise l'économie des pays exportateurs du pétrole.

# CONJONCTURE NATIONALE

## Conjoncture socio-politique en RD Congo

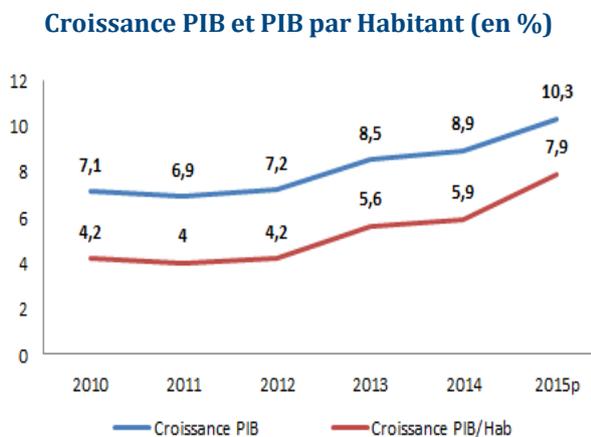
L'année 2015 a débuté sous un climat de tensions politiques au sujet de la loi organisant les élections en RD Congo. Il s'en est suivi des émeutes, pillages et coupures d'Internet sur l'ensemble du pays. Ces faits ont eu une incidence significative sur différents opérateurs économiques et les structures financières en particulier. Il s'agit entre autres de la paralysie des activités économiques occasionnant un manque à gagner pour les commerçants et artisans voire des pertes dues aux vols et casses, le non remboursement des crédits à l'origine de la hausse du volume d'arriérés, et la perturbation des transactions interconnectées dépendantes de l'internet chez les banques et Institutions de Microfinance.

Cependant le processus électoral se poursuit après que le projet de loi à la base de cette discorde ait été élagué. Le calendrier électoral publié en début de cette année statue sur le déroulement des élections provinciales, urbaines, municipales et locales au cours de l'année 2015 et la tenue des élections législatives et présidentielles en 2016.

Par ailleurs, la situation sécuritaire demeure fragile à l'Est du pays principalement dans certains villages de la région du Kivu où les milices et troupes rebelles continuent leurs exactions, rendant instable cette partie du territoire nationale.

## Aperçu économique de la RD Congo

L'économie congolaise poursuit sa croissance.



Source : BCC

On observe une croissance soutenue de la production nationale et une amélioration relative du revenu national par tête d'habitant.

**Au cours du premier semestre 2015, la croissance économique a été tirée significativement par le secteur tertiaire** contrairement aux périodes précédentes où l'économie dépendait en grande partie du secteur primaire (principalement le secteur minier).

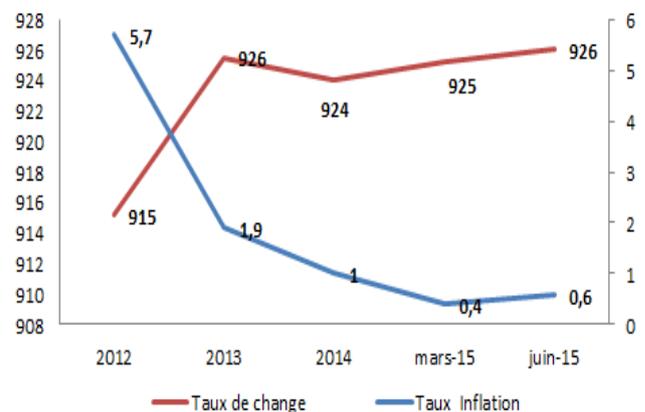
En 2014, le Gouvernement congolais avait initié un programme ambitieux d'implantation des parcs agro-industriels à travers toute la République. On a noté en cette première moitié de l'année 2015, la 1<sup>ère</sup> récolte de maïs au parc agro industriel de Bukanga lonzo, parc de 80,000 hectares à 240 km de Kinshasa.

## Prix et taux de change

Le Franc Congolais s'est légèrement déprécié par rapport au dollar au cours du premier semestre 2015. A fin juin 2015, le taux de change a oscillé autour de 926 CDF le dollar à l'indicatif et 932 CDF au marché parallèle.

Le taux d'inflation s'est situé à 0,6% en juin 2015 contre 1,03% en décembre 2014. Le taux d'inflation en glissement annuel pourrait s'établir autour de 1,3% en décembre 2015.

## Taux d'inflation (en%) et taux de change



Source : BCC

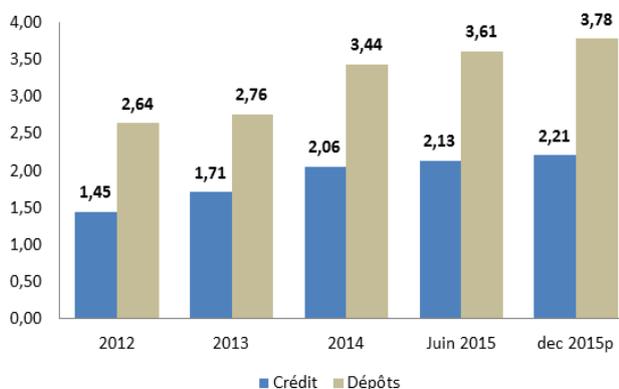
## BANQUES & MICROFINANCE

### SECTEUR BANCAIRE

#### Faible croissance en début 2015

Le secteur bancaire connaît une croissance molle en cette moitié de l'année 2015 contrairement à l'année 2014 qui a été une année profitable pour le secteur bancaire. Les dépôts bancaires ont atteint environ 3,59 milliards USD et les crédits 2,13 milliards USD à fin juin 2015 soit une croissance respective de 5% et 4% par rapport à 2014.

#### Dépôts et Crédits bancaires (en milliards d'USD)



Source : BCC

Le secteur bancaire qui a connu une forte croissance en 2014 pourrait enregistrer une croissance relativement faible en 2015.

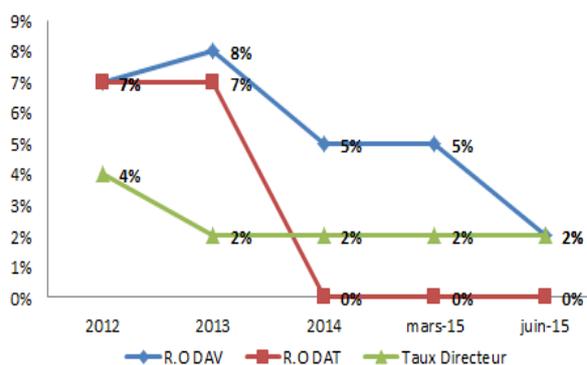
Il sied de signaler que la contribution directe du secteur bancaire au développement de l'économie nationale demeure faible ; en effet, le concours à l'économie ne représente à ces jours que près de 6%, trois fois moins que la moyenne subsaharienne, en dépit de la forte expansion enregistrée par l'industrie bancaire. L'une des raisons fondamentales de cette faible proportion serait la sous-bancarisation de la RDC.

Rappelons que la bancarisation de la paie des fonctionnaires a contribué significativement à l'amélioration du taux de bancarisation de la RD Congo. En 2015, près de 700 000 agents et fonctionnaires de l'État sont payés par voie bancaire. Cependant la faible couverture géographique des banques sur le territoire nationale limite la portée de la bancarisation.

Concernant les actions de la BCC qui est l'organe de régulation et de supervision, l'année 2015 a été marquée par la continuité des réformes du secteur financier et la poursuite d'une politique discriminante sur la réserve obligatoire.

La BCC a de nouveau baissé de 3% la réserve obligatoire de Dépôts à vue en franc congolais.

#### Réserve obligatoire en CDF et taux directeur



Source : BCC

A fin juin 2015, le taux directeur est maintenu à 2% et la réserve obligatoire pour les dépôts en franc congolais est de 2% pour les dépôts à vue et 0% pour les dépôts à terme donnant ainsi assez de marge aux institutions financières pour accroître les crédits en monnaie nationale. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre de la dédollarisation de l'économie. Rappelons qu'en juin 2015 les crédits en franc congolais représentent près de 10% du concours à l'économie globale accordée par les institutions financières. Ces crédits sont en général à court terme suivant la nouvelle réglementation de change.

Cependant malgré le faible taux directeur de la BCC et la constante baisse de la réserve obligatoire, le taux moyen débiteur des crédits en franc congolais est quasiment resté statique en moyenne en nominal entre 19% et 22% ces trois (3) dernières années. Cette rigidité du secteur bancaire aux mutations de la politique monétaire limite l'expansion de l'économie nationale.

#### Arrivée d'Equity Group Holdings

Le 1<sup>er</sup> semestre 2015 a également été marqué par le rachat de 79% du capital de ProCredit Bank Congo par Equity Group Holdings. Ce groupe bancaire kényan, déjà actif en Tanzanie, en Ouganda, au Rwanda et au Soudan du Sud envisage de continuer son expansion dans neuf autres pays d'Afrique, entre autres, l'Éthiopie, le Burundi, le Malawi, le Zimbabwe, la Zambie, le Mozambique, le Ghana, le Nigeria et le Cameroun.

## LIBÉRALISATION DU MARCHÉ D'ASSURANCES EN RD CONGO

La RD Congo s'est engagée à libéraliser le marché des opérations d'assurance et de réassurance après la promulgation du projet de loi portant Code des assurances en RD Congo en mars 2015. Elle entrera en vigueur une année après la date de sa promulgation.

Cette loi supprime le monopole de l'assurance qui était jadis exercé par la Société Nationale d'Assurance SONAS et ouvre le marché à tout opérateur économique, y compris les institutions financières. Il s'en suit donc une opportunité pour les agents économiques de se positionner soit comme assureur, co-assureur, réassureur, courtier, agent général, etc.

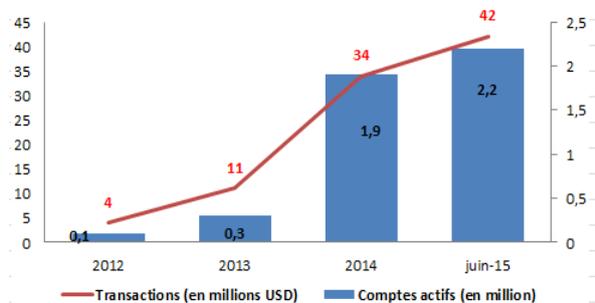
Etant donné que la loi sur les assurances ne fait aucune allusion sur les spécificités de la micro assurance, il s'avère dès lors nécessaire que les institutions de microfinance et COOPEC réfléchissent déjà sur les stratégies de positionnement sur le marché en tant qu'un des acteurs de la chaîne en attendant des dispositifs spécifiques émanant de l'organe de régulation.

Par ailleurs, la Banque Centrale du Congo a signé en juin un partenariat d'assurances avec l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA). Cette institution -fondée en 2001 par des États africains avec le soutien financier et technique de la Banque Mondiale - offre l'assurance-crédit, l'assurance risque politique, la couverture contre l'insolvabilité et la protection de l'investissement direct étranger. Grâce à ce partenariat, les banques commerciales œuvrant en RDC pourront réduire significativement les risques encourus sur les crédits.

## CROISSANCE MOBILE BANKING

Le service Mobile Money en RDC connaît une croissance significative. Il est fourni par trois sociétés téléphoniques spécialisées : Tigo Cash, Airtel Money et M-Pesa de Vodacom.

### Evolution activité en million

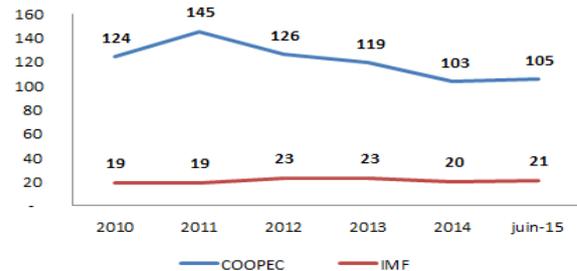


Agréés en 2012 par la BCC, les opérateurs de mobile banking affichent (de façon consolidée) un volume des transactions s'évaluant à 42 Millions USD en Juin 2015 pour 2,2 millions de comptes actifs. Signalons que les comptes actifs ne représentent que 7% du nombre des clients enregistrés. Cependant le transport de fonds dans des zones géographiques éloignées constitue un nouveau défi à relever par les institutions téléphoniques.

## SECTEUR MICROFINANCE

Le secteur de la microfinance poursuit sa croissance. Cependant le nombre des structures ont une tendance à la baisse compte tenu du retrait d'agrément par la BCC visant l'assainissement du secteur et la protection des clients.

### Nombre institution par catégorie

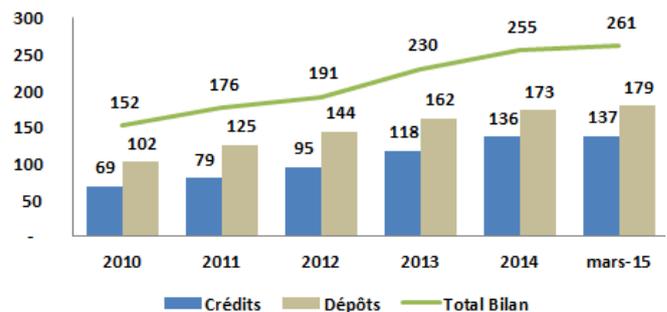


Au cours du 1<sup>er</sup> semestre la BCC a retiré l'agrément à l'IMF Life Vest et quelques structures sont en attente d'une éventuelle radiation d'ici fin 2015.

### Inclusion financière des IMF/COOPEC

Il existe près de 1.9 Millions de comptes ouverts dans les structures de microfinance COOPEC et IMF, ce qui représenterait un taux d'inclusion financière de la population congolaise de 3% via les structures de microfinance. Le secteur Microfinance est en plein essor.

### Evolution secteur microfinance



Source : BCC

En mars 2015, l'encours des crédits du secteur microfinance est de 137 Millions USD, les dépôts totalisent 179 Millions USD et un total bilan s'élevant à 261 Millions USD.

Cependant, la majorité des structures de microfinance atteint à peine la rentabilité, à l'exception de quelques-unes qui se démarquent. Les principaux problèmes qui rongent les structures non profitables sont : le manque de stratégies claires et réalistes, la mauvaise gestion, les fraudes, la gouvernance défailante, le Système d'Information de Gestion inadéquate, le manque de formation ou encore le manque de motivation du personnel. Tels pourraient être des leviers d'amélioration pour atteindre la rentabilité.

## ACTIVITÉS DU FPM

### Activités FPM ASBL

Le FPM ASBL a organisé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015 un forum sur la micro assurance, le forum accès au financement pour les MPME, la formation de 29 agents et cadres des institutions financières. Le FPM ASBL a également réalisé 3 études de marchés qui sont en cours de finalisation.

Depuis octobre 2011, le FPM ASBL a mené 81 projets d'assistance technique dont 26 projets d'Assistance Technique Directe (ATD) auprès de 14 Institutions Financières Partenaires (IFP), 32 formations certifiantes, 15 forums et 8 études de marchés.

En juin 2015, le nombre des projets d'Assistance Technique Directe est de 9 repartis en 6 provinces (Bas Congo, Bandundu, Katanga, Kinshasa, Nord et Sud-Kivu).

La vision de l'inclusion financière du FPM est d'avoir au moins une institution forte dans chaque province tout en accordant une priorité aux institutions à initiative locale en consacrant 75% de son intervention à l'assistance technique directe et 25% à l'assistance technique transversale (Forum, étude du marché et formations).

L'assistance technique directe du FPM aux banques, Institutions de microfinance et COOPEC vise à renforcer les capacités de ces institutions dans les domaines suivantes :

- Gouvernance, stratégie et organisation
- Programme de downscaling – MPME
- Contrôle, audit et gestion des risques
- Gestion financière et comptable
- Système d'Information et de Gestion
- Développement des produits et innovations

En outre, le FPM veille à l'adoption et à l'application de bonnes pratiques internationales par ses institutions partenaires. Il s'agit entre autre des normes de protection des clients, lutte contre le blanchiment d'argent, normes sociales et environnementales et la transparence d'information financière via MixMarket et bankscope.

La couverture de l'ensemble du territoire nationale en termes d'accès aux services financiers étant un des objectifs stratégiques du FPM ASBL, ce dernier procède par des études de marchés en vue d'encourager l'implantation des institutions financières dans des régions non couvertes.

Depuis 2013, les études du FPM suscitent un grand attrait auprès des institutions financières que bon nombre d'entre elles s'implantent dans les régions qui jadis étaient quasiment non couvertes. Parmi les études publiées par le FPM, on compte les villes suivantes : Mbuji-Mayi-Kananga-Tshikapa, Kikwit-Bandundu-Idiofa et Mbandaka-Gemena-Bumba. On compte parmi les rapports en cours de publication, les études sur les villes suivantes : Kisangani- Bunia-Isiro, Kindu-Kasongo, Lubumbashi-Kolwezi- Kalemie et Bukavu-Uvira-Baraka.

### Lancement des activités du FPM SA « Société financière »

Agrée le 3 février 2015 en tant que Société financière, le FPM SA, a célébré le 24 juin 2015, en présence du gouverneur de la Banque Centrale du Congo, le lancement officiel de ses activités.

Hormis les services d'assistance technique que peuvent bénéficier les institutions financières auprès du FPM ASBL, le FPM SA se positionne comme un fonds d'investissement auprès duquel les banques, les institutions de microfinance et les Coopératives d'Épargne et de Crédit peuvent s'adresser directement pour se refinancer en vue d'accroître l'impact de l'inclusion financière en RD Congo.

Le FPM SA pourrait décaisser au total 15 Millions USD de prêts d'ici Décembre 2015 en faveur d'une dizaine d'institutions. En juin 2015, un total de 6 Millions USD avait été approuvé pour décaissement.

Le FPM SA mène une politique d'investissements responsables qui passent entre autres par une présélection, une évaluation complète de l'institution demandeuse jusqu'au décaissement.



FPM (Fonds Pour l'Inclusion Financière en RD Congo)

N°17, Avenue Kauka,  
Quartier Batetela,  
Commune de la Gombe, Kinshasa,  
République Dém. du Congo

+243 992 006 139  
Contact@fpm.cd  
www.fpm.cd

